

Matière: Histoire - Rubrique: Histoire contemporaine

Thème: La réprobation d'Israël

Auteur: Eliezer Schilt - Classe: 1^{ère} / Terminale - Durée: 1 heure

Titre: Rejets et critiques de 1948 à nos jours



Observations du rédacteur

Ce cours s'adresse en priorité aux élèves de première ou de terminale (si un cours d'histoire juive leur est proposé, le thème sera plus approprié à ce niveau).

Il s'agit d'aborder les différentes formes de rejet ou de critique qu'a suscité l'Etat d'Israël depuis sa création en 1948.



Objectifs pédagogiques

- Analyser des textes officiels, notamment législatifs
- Comparer des textes officiels ou de réflexions
- Analyser des caricatures
- **Objectifs cognitifs:**
 - Comparer les réactions face à des événements marquants de l'Etat d'Israël



Pré-requis de l'élève

L'élève doit connaître:

- Les grands événements marquant l'histoire de l'Etat d'Israël;
- La situation politique du monde et de la France après 1945;
- Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale;
- Les grandes évolutions du judaïsme après-guerre.



Notes de
L'enseignant



Pré-requis de l'enseignant

L'enseignant doit connaître:

- Les grands événements marquant l'histoire de l'Etat d'Israël;
- La situation politique du monde et de la France après 1945;
- Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale;
- Les grandes évolutions du judaïsme en France et dans le monde après-guerre;
- Les débats sur l'historiographie et la mémoire de la Shoah



Difficultés envisagées

Une difficulté majeure doit être écartée dès le début du cours: les accusations contre Israël, dont les fondements et la raison d'être en tant qu'Etat font alors l'objet d'un rejet ou d'une critique entre 1948 et nos jours, font partie de ce cours, tandis que les critiques portées contre tel ou tel gouvernement, sont exclues de cette étude.



Bibliographie

- **PREPARATION DE COURS:**

Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, 1968

Elie Barnavi et Luc Rosenzweig, *La France et Israël. Une affaire passionnelle*, Paris, Perrin, 2002

Alain Finkielkraut, *La réprobation d'Israël*, Paris, Denoël Gonthier, 1983

Michel Wieviorka, *La tentation antisémite. Haine des Juifs dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Laffont, 2005



Repères chronologiques

1948 (14 MAI) CREATION DE L'ETAT D'ISRAËL

(15 mai) Début de la guerre d'Indépendance en Israël

1949 (24 février – 20 juillet) Armistices et établissement de frontières entre Israël, l'Egypte, la Jordanie et la Syrie

1954 (1^{er} novembre) Déclenchement de la Guerre d'Algérie

1956 (26 juillet – 7 novembre) Crise de Suez

1962 (19 mars) Les accords d'Evian mettent fin à la Guerre d'Algérie

1964 (28 mai) Adoption de la Charte de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), amendée en juillet 1968 puis après les accords d'Oslo, modifiée en 1998 afin d'éradiquer les articles contraires à "la paix des braves" (Y. Arafat)

1967 (5-11 JUIN) GUERRE DES SIX-JOURS

(28 novembre) Discours de De Gaulle sur la situation au Proche-Orient

1973 (6-24 octobre) Guerre de Kippour

1975 (17 octobre) Vote par l'Assemblée Générale de l'ONU d'une résolution condamnant le sionisme comme étant une forme de racisme (72 pour, 35 contre, 32 abstention). Cette résolution sera abrogée le 16 décembre 1991 (par 111 voix pour, 25 contre, 13 abstention, 17 absents)

1979 (26 mars) Accord de paix entre Israël et l'Egypte

1982 (6 JUIN) OPERATION "PAIX EN GALILEE" AU LIBAN

(21 septembre) Interruption des cours au lycée Voltaire de Paris entre 10h et 12h afin de rédiger deux lettres, l'une pour le président de la République l'invitant à rompre les relations diplomatiques avec Israël et à reconnaître l'OLP, l'autre pour l'ambassadeur d'Israël en France l'enjoignant à exiger du gouvernement israélien un retrait inconditionnel et immédiat du Sud-Liban. Les deux lettres sont lues dans la cour du lycée, solennellement.

1987 (décembre) Lancement de la première Intifada

1993 (septembre-octobre) Accords d'Oslo entre Israël et l'Autorité Palestinienne

1994 (25 juillet) Accord de paix entre Israël et la Jordanie

2000 (28 SEPTEMBRE) LANCEMENT DE LA SECONDE INTIFADA

2001 (3 septembre) Ouverture de la conférence mondiale sur le racisme à Durban qui se transforme en un réquisitoire contre Israël et le sionisme. Certains pays occidentaux, et naturellement Israël, boycottent cette conférence organisée par l'UNESCO, sous la présidence du Haut commissaire des Droits de l'Homme de l'ONU, Mary Robinson

2005 Début du blocus de Gaza après l'enlèvement de Guilat Shalit

2006 (12 juillet – 14 août) Seconde guerre du Liban

2008 (27 décembre) Début de l'opération "Plomb durci"

2010 (31 mai) Arraînement sanglant d'une flottille en direction de Gaza dont elle cherchait à "briser pacifiquement le blocus"



Déroutement précis du cours

INTRODUCTION:

Ce cours prendra la forme inhabituelle d'une étude d'un ensemble documentaire constitué de 9 documents. Il s'agira de recenser les formes de réprobation d'Israël depuis 1948.

NB: selon les possibilités, les textes proposés, dans leur quasi intégralité, peuvent être réduits aux passages essentiels pour permettre à la séance de ne pas dépasser l'heure de cours.

Objectif: A l'aide du corpus documentaire, recenser les expressions de réprobation d'Israël entre 1948 et 2010

Questions pour les élèves:

1. Présenter les documents. A l'aide de la chronologie, classer ces documents selon les grands événements de l'histoire d'Israël (dates en gras). Puis proposer une date qui marque un tournant dans l'expression de la réprobation d'Israël.
2. (Sur le document 1) Comment est qualifié le sionisme dans la charte de l'OLP? A l'aide des événements historiques consécutifs à la création de l'Etat d'Israël, proposer la vision des Etats arabes concernant l'existence de l'Etat hébreu.
3. (Sur les documents 2 et 3) Relever la phrase intégrale prononcée par de Gaulle qui suscita de vives réactions, comme l'évoque Raymond Aron. Comment Raymond Aron présente-t-il la position réelle du président français derrière cette phrase? Quels effets en France (politique étrangère, sentiment d'une partie de la population française vis-à-vis d'Israël, des Juif etc.) a provoqué malgré tout cette parole de l'ancien chef de la France Libre?
4. (Sur le document 4) Relever les événements et conférences précédant la résolution de 1975 prise par l'Assemblée Générale de l'ONU. Expliquer le passage d'une forme de compassion conduisant à un soutien international (excepté dans le monde arabe) pour le jeune Etat juif à une expression de vive critique voire de rejet pour un grand nombre de pays.
5. (Sur le document 5) Comment le philosophe Alain Finkielkraut présente-t-il le cas du lycée Voltaire? Rappeler ce qui s'y produisit, pourquoi. Quels parallèles fait-il?
6. (Sur le document 7) Montrer que le parallèle craint par Alain Finkielkraut trouve une expression moderne dans cette caricature.
7. (Sur le document 6) Quel rapprochement opère l'éditorialiste de *Libération* entre les réactions des journalistes et du gouvernement français au lendemain du massacre de Sabra et Chatila et au lendemain de la fusillade de la rue des Rosiers (attentat à la mitrailleuse, commis le 9 août 1982 à l'heure du déjeuner contre le restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers dans le quartier du Marais au centre de Paris, réputé alors pour être le quartier juif de la capitale – 6 morts et 22 blessés, l'attentat fut revendiqué par l'OLP)? Quelle confusion est alors faite par le journaliste en prenant ces deux cas?
8. (Sur le document 8) Analyser les symboles utilisés dans ces affiches appelant au boycott d'Israël. Quelle nouvelle étape est franchie dans la réprobation d'Israël avec l'échec des négociations de paix israélo-palestiniennes et l'explosion de la Seconde Intifada?
9. (Sur le document 9) Qu'expriment ces Juifs d'une mouvance ultra-orthodoxe, les *Nétouré Karta*, à l'égard d'Israël et du sionisme?

En conclusion, montrer comment, après 1967 et la Guerre des Six-Jours, la réprobation d'Israël ne fait qu'augmenter dans le monde.

Aide pour le professeur:

Sur la question 2: le document permet de rappeler l'approche du monde arabe avec la création de l'Etat d'Israël. Dès 1948, la réprobation est très forte et les dirigeants de la Ligue Arabe, refusant tout partage de la Palestine (en 1937 suite au rapport de la Commission Peel proposant aux autorités britanniques un partage en deux entités comme en 1947 suite au vote de partage de la Palestine mandataire à l'ONU),

engagent les hostilités dès le lendemain de la déclaration d'indépendance d'Israël (voir la guerre d'Indépendance). Le rejet de l'Etat hébreu est alors majoritairement exprimé dans le monde arabo-musulman, tandis que l'Occident et le Bloc soviétique soutienne un Etat juif, par compassion suite à la Shoah ou par espoir idéologique dans le contexte de la Guerre Froide où chaque camp voit en Israël une tête de pont régionale en devenir.

Sur la question 3: Il peut être intéressant pour varier les approches d'utiliser le document sonore reprenant le discours du général de Gaulle, disponible sur le site de l'INA.

Rappeler les liens forts, évoqués brièvement par de Gaulle, entre Israël et la France, particulièrement sous la IV^e République. Guy Mollet est l'un des présidents du conseil (ancien titre pour le poste de "premier ministre") les plus favorables à Israël. Les échanges sont très forts, notamment militaires où une coopération très étroite s'est mise en place. L'expédition de Suez est l'un des exemples de cette collaboration franco-israélienne. De plus, le contexte de la guerre d'Algérie accentue le rapprochement, ici symbolique, dans les luttes des autorités en question. Toutefois, ce lien entre Algériens et Palestiniens en lutte ne fait que desservir Israël dont le rapport au colonialisme tel qu'il existe dans le cas franco-algérien est inexistant en Palestine.

Rappeler aussi la volonté du général de Gaulle de "rééquilibrer" la politique étrangère de la France, dégagée depuis 1962 du fardeau de la guerre d'Algérie et à la recherche de nouvelles ouvertures en Afrique et en Asie. Or, pour y accéder, ce rééquilibrage nécessite de prendre une certaine distance avec Jérusalem. L'affaire des vedettes de Cherbourg est un exemple des distances naissantes (en 1965, 12 vedettes lance-missiles sont commandées par Israël à la France; après 1967, de Gaulle décrète un embargo sur les ventes d'armes à destination d'Israël; si 5 vedettes avaient déjà été livrées, les autres, déjà payées et construites, étaient bloquées à Cherbourg; les services secrets israéliens mettent au point un stratagème pour enlever le matériel manquant, dans la nuit du 24 au 25 décembre 1969 et le conduit à Haïfa, à l'insu des autorités françaises – qui auraient laissé faire cette opération).

Pour autant, la phrase malheureuse du général de Gaulle va donner une légitimité aux antisémites. Raymond Aron cite Xavier Vallat, ancien responsable du Commissariat aux Questions Juives de Vichy, libéré en 1949 et amnistié en 1954, qui collabore après la guerre avec l'Action Française. Il convient de mentionner aussi la montée d'un courant nouveau, le négationnisme, dont l'un des "pères spirituels" en France, Paul Rassinier, va asseoir ses "thèses", entre autres sur la dénonciation d'Israël (voir *Le Drame des Juifs européens*, publié en 1964 où il dénonce l'utilisation par Israël des morts de la Shoah dont il invente une soi-disant indemnité soutirée aux Allemands – ce qui est l'inverse, dans le cas de l'accord dit de réparation entre la RFA et Israël), thème que reprend après lui, Robert Faurisson ou Roger Garaudy (cf. *Mythes fondateurs de la politique israélienne*, 1995).

Sur la question 4: la réprobation d'Israël devient un leitmotiv des combats de la "Troisième Voie" incarnée par les pays non-alignés face aux deux blocs nés de la Guerre Froide. A partir de la fin des années 1960, Israël va être associé au bloc occidental, malgré son histoire particulière avec le socialisme (cf. gauche dominante autour de Ben Gourion et ses successeurs; système du kibboutz; espoir à ses débuts de l'URSS de voir Israël s'inscrire dans son camp; soutien de la gauche occidentale qui voit en Israël un modèle (ex. 1960, 1^{er} congrès de l'Internationale socialiste tenu hors d'Europe, à Haïfa, dans un pays alors désigné comme "un oasis socialiste au cœur du Proche Orient")...). La victoire de la droite israélienne en 1977 autour de Menahem Begin entraîne une rupture entamée après 1967 entre la gauche occidentale et Israël, désormais représentant "l'odieux impérialisme américain" (que pouvait confirmer le

changement stratégique d'alliance de Jérusalem, lâchée par Paris et se tournant de plus en plus vers Washington).

Sur les questions 5, 6 et 7: noter le passage d'une réprobation stratégique parmi certains Etats du monde à une réprobation populaire dans les sociétés, y compris occidentales. Il suffit, pour le monde arabe, d'évoquer les manuels scolaires et le sort réservé à "l'entité sioniste" pour comprendre ce basculement. Dans le monde occidental, les différentes guerres menées entre 1982 et 2008 par Israël face aux menaces qui l'entourent font l'objet d'une surenchère de propagandes, dont le camp palestinien semble bénéficier. Le rôle des médias, en France en particulier, n'est pas étranger à ce développement.

Sur la question 8: le rapprochement avec l'apartheid en Afrique du Sud et la campagne de boycott qui avait été opérée à travers le monde, avant la chute du régime de Johannesburg est un outil de réprobation d'Israël (cf. l'affiche avec l'orange de Jaffa transformée en grenade // oranges sud-africaines boycottées)

Sur la question 9: le mouvement des *Nétouré Karta* ("les gardiens de la cité") est un groupe ultra minoritaire parmi le judaïsme ultra-orthodoxe né d'une scission avec le monde *harédi* lié à l'organisation *Agoudat Israel* en 1938, jugeant ces derniers trop conciliants avec les mouvements sionistes. Son idéologie se fonde sur le rejet absolu de l'Etat d'Israël et du sionisme, qu'il estime être contraire au judaïsme et à la Tora. Cette position, au-delà d'un antisionisme religieux, amène ses dirigeants ou certains de ses membres à adopter des attitudes d'alliance avec les pires ennemis d'Israël, le summum ayant été la participation d'un groupe à une conférence négationniste organisée à Téhéran en décembre 2006, au nom de leur antisionisme.

Conclusion:

On établira la conclusion de ce cours à l'aide de la synthèse obtenue à partir des 9 questions. Le tournant de 1967 doit ressortir ainsi que le passage d'une réprobation conflictuelle liée à la création de l'Etat d'Israël parmi les pays arabes à une réprobation élargie associant Israël aux pires maux de la terre (colonialisme, racisme, impérialisme etc.). L'idée que "la victime devient bourreau" se répand à mesure que la compassion consécutive aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale s'étirole pour laisser place à des formes multiples de réprobation.

Cette diversité doit aussi être mise en valeur afin de souligner tous les échelons (international, gouvernemental, associatif, populaire, intellectuel, médiatique...) où la réprobation d'Israël peut s'exprimer, ainsi que toutes les manières (violentes ou non-violentes).